

L'Internet dans le monde arabe: A la recherche du paradigme absent

Sadok Hammami

► **To cite this version:**

Sadok Hammami. L'Internet dans le monde arabe: A la recherche du paradigme absent. Revue Tunisienne de Communication N° 41 Janvier / Juin 2003, 2003. sic_00090632

HAL Id: sic_00090632

https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00090632

Submitted on 15 Nov 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Internet dans le monde arabe : A la recherche du paradigme absent⁽¹⁾

Sadok Hammami

Institut de Presse et des Sciences de l'Information

Dans son commentaire du “Rapport arabe sur le développement humain 2003”, Zied Krichen, Rédacteur en chef du magazine tunisien Réalités, affirme non sans provocation, que le nouveau siècle se fait sans les Arabes : “Participer au monde qui se dessine veut dire tout simplement avoir la volonté de se doter des moyens pour peser sur le cours des choses. Le dernier rapport du PNUD montre a contrario, que si la modernité et le 20^{ème} siècle se sont faits sans les Arabes..., dans ce nouveau siècle, encore mouvant, une première vérité émerge: le 21^{ème} siècle se fera lui aussi sans nous”⁽²⁾.

Pourquoi cet intellectuel et tant d'autres sont aussi pessimistes ? Sont-ils mus par un sentiment d'auto-flagellation, comme le prétendent certains, participant à ce discours ambiant qui invoque en permanence l'impuissance des Arabes, pris dramatiquement dans un scénario indépassable, celui de la défaite perpétuelle.

Le nouveau siècle, duquel nous serions déjà absents a pourtant commencé dans une sorte d'optimisme généralisé, prophétisant un devenir radieux pour toutes les sociétés. Ses débuts ont été ainsi marqués par des discours politiques et médiatiques sur les technologies de l'information et de la communication, déclarées vecteurs de changements positifs et profonds. Une grande utopie a émergé. Intellectuels, journalistes, experts de tous bords mais aussi hommes politiques... ont tous discoursé sur l'Internet et les nouvelles technologies en général comme moteur d'un changement radical de la société, de l'économie,

de la culture.... C'était l'ère des slogans pompeux, où l'on parlait de révolution, d'une nouvelle économie et d'une nouvelle société...

Certains ont vu dans l'Internet, en particulier, un facteur d'accélération du processus de développement économique. Nous allons profiter sans limites des bénéfices du commerce électronique, de la médecine à distance, du télé-enseignement, du e-gouvernement.... On prétendait alors que contrairement à la civilisation industrielle, la civilisation numérique exigeait uniquement intelligence, savoir, connaissance et non plus les grandes richesses naturelles et les investissements colossaux.

Pour les pays arabes, l'arrivée des technologies de l'information et de la communication a constitué l'occasion d'un renouvellement significatif de la problématique de la modernisation. Ces technologies ont été ainsi perçues comme facteurs d'un raccourci technologique qui allait résorber les écarts avec le monde industrialisé. Les technologies de l'information et de la communication conduiraient alors à la modernisation des entreprises. Celles-ci, à travers le commerce électronique accéderaient plus facilement aux marchés internationaux grâce à la "virtualisation" des réseaux de distribution. Ces mêmes technologies sont aussi un facteur important de perfectionnement des services publics dans tous les secteurs : administration, enseignement, santé...

Quelques années après, le constat est contraire à tous les pronostics. La situation des technologies de l'information et de la communication contraste dramatiquement avec les espérances annoncées. Le débat ne porte plus sur les promesses mais sur des réalités problématiques, résumées dans la question, à la mode, du fossé numérique.

Le rapport arabe sur le développement humain 2002 note que les indicateurs relatifs aux technologies de l'information et de la communication, sont très mauvais. Le constat du rapport est extrêmement clair : en matière de contenu en particulier le monde arabe "se classe en dernière position pour ce qui est des sites Web et de la proportion d'internautes, les deux indices les plus importants pour déterminer le niveau de développement de l'information et de l'importance que la société attache aux TIC" (Rapport PNUD, page 82)

C'est la question du contenu qui nous intéresse ici. Elle nous semble, au-delà des aspects technologiques (infrastructures, accès aux terminaux...), résumer la complexité de la problématique de la communication dans les sociétés arabes.

La question du contenu apparaît aussi comme la conséquence d'une contradiction criante entre d'un côté l'engagement des pouvoirs publics en faveur de la généralisation sociale de nouvelles technologies⁽³⁾ et de l'autre un

contenu électronique encore très faible sur le réseau Internet. En effet, et malgré les indicateurs présentés par le rapport du PNUD, nous pourrions dire sans nous tromper que l'Internet est aujourd'hui une réalité sociale grandissante. Le contraste entre d'un côté la progression significative des utilisateurs, l'engagement des Etats, les attentes culturelles et de l'autre la pauvreté du contenu crée une situation culturelle insupportable. Car on découvre en fait, que l'Internet, supposé être une technologie révolutionnaire dans la mesure où il introduirait une rupture dans l'histoire des médias et de la communication à tous les niveaux fonctionne déjà selon une logique ancienne qui reproduit dans l'espace idéalisé du Web la logique de la domination culturelle et de l'inégalité sociale, exprimée par la notion de fossé numérique entre les pays arabes et les pays développés et à l'intérieur même des sociétés arabes (entre classes sociales).

La question du contenu a été abordée de façon détaillée par le rapport du PNUD. Les conclusions du rapport ont porté sur les aspects suivants :

- * L'intérêt des pouvoirs publics pour les infrastructures prime sur celui du contenu.
- * L'inadaptation entre "les tendances culturelles de l'industrie de l'information" et les politiques en matière de R&D
- * Une sous-exploitation du patrimoine culturel : faibles numérisation des contenus culturels
- * Une production culturelle déficitaire dans les domaines des médias, du cinéma et de la traduction. Sur ce point les indicateurs sont très significatifs. Ainsi les Arabes ont traduit "depuis l'époque du calife Maâ'moun (IX^{ème} siècle) environ 1000.000 ouvrages...soit à peu près la moyenne annuelle des traductions effectuées en Espagne" (rapport PNUD, page 87)
- * Une production culturelle très peu novatrice caractérisée par la prépondérance des contenus religieux et pédagogique.
- * Le maintien des monopoles sur les contenus informationnels et sa disparition pour les infrastructures de télécommunications.

C'est ce dernier facteur qui nous intéresse, car il renvoie directement à une logique politique et culturelle de la communication qui détermine en amont le fonctionnement de l'Internet en tant que dispositif de communication et par conséquent la question du contenu.

En effet, l'irruption de l'Internet dans le monde arabe, contrairement à la télévision satellitaire, par exemple, est le résultat d'une politique volontariste des Etats. L'Internet ne s'est pas développé sans l'Etat mais grâce à lui. Dans un paysage médiatique monopolistique où l'Etat contrôle rigoureusement tous

les médias audiovisuels nationaux, la réception directe par satellite s'est progressivement imposée dans un cadre juridique peu clair, sans l'encouragement de l'Etat et souvent pour s'affranchir de sa mainmise sur cet espace médiatique.

L'irruption de l'Internet, du fait même de la complexité des ses technologies, et des conditions de sa généralisation sociale n'a rien d'informel. Elle est la conséquence de politiques publiques visant à développer l'accès au réseau chez les entreprises et dans des secteurs considérés comme stratégiques (Education...). Cette genèse a déterminé le discours sur le réseau mais aussi son articulation aux dispositifs de gestion politique de la communication.

Récepteur/émetteur : la difficile mutation

Notre hypothèse pour expliquer la crise du contenu porte justement sur cette organisation autoritaire qui reproduit les logiques d'une communication unilatérale et centrée sur l'émetteur. C'est cette gestion autoritaire qui a rendu problématique la production du contenu électronique.

En effet, et contrairement aux médias classiques, notamment la télévision et la radio, les logiques qui déterminent la production de contenu électronique sont différentes. Cette production n'est plus l'affaire d'acteurs institutionnels : gouvernements, pour les chaînes publics, acteurs économiques pour les médias privés, agence de presse et producteurs pour le cinéma. La croissance du contenu électronique est le fruit d'un processus de décentralisation. Ce ne sont plus en effet ces acteurs institutionnels qui agissent comme seuls producteurs. La décentralisation signifie donc l'accès d'individus et de groupes traditionnellement écartés du processus de production et d'émission au statut d'émetteur et de producteur de contenu. Les individus créent ainsi des sites Web personnels, participent à des forums de discussion ou "chat", produisent des weblogs⁽⁴⁾. Des groupes créent des sites communautaires pour partager les informations ou des espaces pour dialoguer sous diverses formes. Des associations de toutes sortes et de toutes taille créent leurs sites Web. Le réseau fonctionne aussi comme nouveau territoire où se créent de nouvelles solidarités et opportunités de rencontre et donc de nouvelle possibilité de production de contenu.

Alors qu'ils étaient écartés des processus d'émission, du fait même du coût de la production et de la diffusion, les individus et les groupes accèdent facilement et rapidement au statut d'émetteur.

Si théoriquement, l'analyse de l'abondance des contenus informationnels peut se faire légitimement à partir des effets créés par le type de dispositif communicationnel induit par l'Internet, la pauvreté du contenu électronique

arabe sur le réseau Internet peut aussi s'étudier à partir des tensions inhérentes à l'irruption de ce même dispositif dans les sociétés arabes.

Pour comprendre l'effet des dispositifs communicationnels sur les logiques d'émission et de réception, la distinction introduite par Pierre Lévy entre les différents modes de communication en fonction des principes organisateurs de la diffusion est très utile⁽⁵⁾.

En effet, pour Pierre Lévy, il faut distinguer de façon minutieuse entre types de signes et dispositifs de communication. Les effets des signes (image, texte...) "varient selon leur modulation par les dispositifs (manuscrit, imprimé ou cyberspatial)" (Pierre Lévy, page 137). Dans ce sens, Pierre Lévy distingue entre "*communication spectaculaire*" et "*communication Tous-tous*". Que signifient ces deux types de communication et pourquoi nous désirons les utiliser pour comprendre le statut de l'Internet dans les sociétés arabes ?

Commençons d'abord par préciser le sens de ces deux termes.

Les dispositifs du manuscrit sont basés sur une diffusion décentralisée qui n'est pas commandée par un "centre unique". Elle "est prise en charge par un réseau indéterminé, ouvert, qui peut, presque, aléatoirement, enterrer ou faire la fortune d'un texte en variation permanente" (Pierre Lévy, page 138).

Les dispositifs médiatiques commencent avec l'imprimerie. Celle-ci, transforme le processus de diffusion de l'information qui devient centralisé : "un seul centre diffuse". Les récepteurs n'agissent plus en le recopiant sur un texte désormais fixé. Ils sont isolés les uns des autres. Un schéma radical succède à une transmission en chaîne ou en réseau". (Pierre Lévy, page 138)

Troisième grand type de dispositif : l'hypertexte. Ce dispositif transforme les statuts de l'auteur et du lecteur, qui sont brouillés. Le récepteur peut lui aussi devenir émetteur. L'Internet inaugure un dispositif nouveau qui englobe à la fois la diffusion en chaîne ou en réseau et la diffusion en étoile. Ce nouveau dispositif est dit "tous-tous". Le Web est ainsi un méga texte, un texte collectif "inachevé".

Les dispositifs de communication peuvent être donc distingués en fonction de plusieurs critères, dont celui de la nature de la relation entre émetteur et récepteur : la réciprocité peut s'opposer à la relation unilatérale et la coopération à la séparation.

Pierre Lévy, oppose, par ailleurs, la communication spectaculaire à la communication dite hyper scène.

La communication spectaculaire qu'incarne la télévision a un effet "totalitaire" : "Les médias spectaculaires s'ils sont uniques, fermés et contrôlés par l'Etat produisent un effet totalitaire. Quand le paysage médiatique cesse

d'être clos et s'ouvre à la multiplicité satellitaire, crée un effet de "dé-totalisation" (Pierre Lévy, page 141).

Mais malgré cette distinction, la communication spectaculaire est toujours réglée par des "flux unidirectionnels et les spectateurs sont séparés".

L'émergence du cyberspace annonce l'arrivée des "univers subjectifs" dans un univers plus grand "objectif" par le réseau. Dans le réseau, il n'y plus de public mais des "sujets collectifs". La communication redevient concertation, participation et débat.

Pourquoi cette distinction entre ces différents dispositifs de communication nous intéresse-t-elle ? Comme on l'a affirmé plus haut, l'irruption de l'Internet, en tant que dispositif de communication induit des tensions dans la gestion traditionnelle de la communication organisée autour de l'émetteur. Réfléchir, penser et organiser loin de l'univers du récepteur, ici l'internaute, est ce qui caractérise cette gestion de la pratique de la communication en général dans le monde arabe. Les médias ont toujours fonctionné selon cette logique autoritaire de l'émetteur.

L'exclusion du récepteur de ce nouveau mode de communication et la raréfaction des possibilités qui lui sont données pour se transformer en émetteur s'expliquent par l'accès social difficile aux technologies de l'information et de la communication (coût du terminal et de la connexion), mais il y a aussi des mécanismes de monopole, de coercition et de censure qui sont à l'oeuvre, reproduisant la logique de la communication spectaculaire de type autoritaire.

La réinvention de cette gestion autoritaire d'un dispositif de communication décentralisée fonctionnant comme un mécanisme de censure, donc de raréfaction du contenu, n'est pas uniquement de type juridique (cadre législatif et réglementation très rigide permettant à l'Etat de contrôler la diffusion et d'exercer les sanctions). Il est aussi culturel. Un ensemble de discours venant d'horizons culturels différents politique, intellectuel, religieux produisent un cadre normatif qui a pour objectif de prescrire des usages à l'internaute, séduit par les potentialités de communication (émission/réception).

La réinterprétation de la communication

Ce que nous appelons la réinterprétation de la communication joue un rôle déterminant dans l'institution d'un cadre normatif, politique et culturel légitimant l'exercice d'une gestion autoritaire des médias.

La communication "tous-tous" introduit une tension dans cette gestion autoritaire de la communication dans les sociétés arabes. Elle constitue une opportunité pour le récepteur et une menace pour l'Émetteur.

En ce sens, la gestion autoritaire de la communication a été protégée de la contestation grâce à cette réinterprétation de la communication.

D'abord, l'irruption de la communication dans les sociétés arabes en tant que technique, pratique sociale et politique a fait l'objet progressivement d'un véritable travail de *réinterprétation* qui a consisté à évacuer son contenu culturel et des les valeurs qui lui sont associées.

La communication s'est en effet formée dans la dynamique de la modernité occidentale. Elle est inséparable dans ce sens de l'émergence d'un espace public construit autour des valeurs de la discussion et du débat (Yurgen Habermas), d'un idéal de liberté (Dominique Wolton) et d'un modèle démocratique où les autorités transcendantes sont remises en cause et contestées : "Dans une société dont le discours du monde ne commence plus par "Dieu est" mais par "l'homme est", par "je suis", la communication devient essentielle et fondatrice. Elle est ce par quoi est légitimé le contrat qui unit les hommes et ouvre l'espace de leur similitude et de leurs différences... ce dont nous devons donc partir pour comprendre l'univers de la communication et l'inscription des techniques dans cet univers c'est cette unité des formes de communication et des formes de société, unité qui est celle d'un mode d'installation de l'homme au monde et d'une économie du symbolique" (André Akoun, page 141).

Dépouillée de son histoire, de son contenu culturel, de ses promesses idéologiques de transparence, d'ouverture, de publicité (au sens de Habermas), d'autonomie du sujet libre, la communication est réinterprétée dans une perspective purement techniciste, c'est-à-dire transformée en dispositif technique d'information et non de communication ou plus exactement de communication fonctionnant selon le modèle exclusivement médiatique (Pierre Lévy). Un ensemble technique soumis à l'impératif fonctionnel et instrumental et identitaire qui s'incarne dans les dispositifs de censure, de la légitimité de l'adaptation à "nos valeurs" et de la sauvegarde de "notre identité".

Le travail de réinterprétation de la communication et sa technisation, au dépens de ses valeurs culturelles, étaient donc une condition nécessaire à son appropriation culturelle dans les structures néo patrimoniales des sociétés arabes organisées autour des valeurs contraignantes religieuses, politiques et culturelles qui imposent une vision consensuelle, unitaire et homogène de la communauté, que menace l'activité communicationnelle comme exercice permanent de l'argumentation, de la discussion, de l'échange, de la critique et de la différence. C'est le grand partage entre modernité culturelle et modernité technologique qui explique comment les élites politiques ont intégré la communication comme dispositif de diffusion et de rayonnement du centre

vers les périphéries sociales (régions, communautés...) assurant leur intégration par le double jeu de la violence et de l'information dans la corps unifié de la nation.

Coincé dans l'espace identitaire, la réinterprétation de l'Internet permet de reproduire efficacement la logique binaire qui oppose la technologie des autres, que nous empruntons, à notre identité. Une vision qui se donne comme dessein de réinventer cette technologie pour l'accommoder à cette identité déjà prédéfinie, fonctionnant toujours comme repère immuable. Cette manière de comprendre la technologie se transforme rapidement en mécanisme programmatique qui détermine les avantages et les inconvénients de l'Internet et prescriptif des bons usages

Ce discours sur la technologie, extérieur à la société et autoritaire, venu aussi d'en haut, interdit la perspective de la créativité, puisque celle-ci est déjà prédéterminée.

Toute la problématique du contenu se résume dans cette tension entre la permanence du modèle autoritaire de la communication, soutenu par l'effort permanent et multiple de la réinterprétation de la communication et de ses techniques comme adaptation à ce qui est censé fonder notre identité et l'activité communicationnelle intense des récepteurs pour échapper à l'action hégémonique de l'Emetteur.

La pénurie du contenu est donc raréfaction par la négation de la possibilité même de l'innovation sociale. Elle est exprimée dans cet indicateur statistique: "le monde arabe occupe la dernière place pour ce qui du nombre des sites Web". Elle trouve son explication, nous semble-t-il, dans la négation d'un paradigme de la communication comme activité symbolique créatrice.

Sortir de l'explication technologique de la technologie ne peut donc se faire que par référence à des modèles théoriques. Cette *posture épistémologique* est difficile à faire accepter tant dominant dans le monde arabe les discours idéologiques, politiques et techniciste, y compris les approches des experts déguisées en discours scientifiques.

L'invocation des modèles théoriques nous permet ainsi de resituer la question de la technologie dans la problématique large de la culture.

Pour illustrer le potentiel explicatif de cette démarche, nous pouvons citer l'approche de Daniel Bell, un des théoriciens les plus importants des nouvelles technologies.

Cherchant à comprendre l'évolution des technologies nouvelles dans les sociétés, Daniel Bell analyse les cas américain et japonais à la lumière des structures sociales et culturelles de chacune de ces sociétés. La question que se

pose Daniel Bell porte sur l'incapacité du Japon à se hisser en leader en matière de nouvelles technologies, alors que son industrie était extrêmement dynamique dans les domaines de l'industrie électronique au cours des années 60-70, alors que les Etats-Unis se sont imposés comme pays leader? Pour répondre à cette question Daniel Bell analyse l'évolution technologique dans ses relations aux structures sociales et culturelles " Si l'on prend la distinction entre les formes du changement technique, on constate que le Japon était excellent dans la mise en valeur des innovations technologiques et leur transformation industrielle. Or dès que l'innovation dans les technologies de l'innovation s'est développée dans des niches (programmation, ordinateurs personnels, etc.), le Japon a été distancé. Au fond, c'est parce que la société japonaise est plutôt communautaire, peu "individualiste" qu'il y a peu de gens pour prendre des risques, catégories nécessaires lors de pas décisifs en matière de création d'entreprises. Ce n'est évidemment pas une question de nature humaine mais bien plutôt de formes institutionnelles, de place des individus dans l'économie, de culture entrepreneuriale, etc. l'une des dimensions essentielles de la transformation ou des permanences des sociétés est donc la culture politique, la transformation de idéologies et les valeurs"⁽⁶⁾.

Notes

- (1) Ce texte est la reprise d'une communication présentée, sous le même titre, au colloque "Penser la communication", IPSI, Avril 2002.
- (2) Zied Krichen : " Un nouveau siècle sans les arabes" Réalités, n° 933.
- (3) Engagement problématique car "aucun projet ne s'annonce pour exploiter l'Internet dans un souci de transparence politique et de renforcement de la démocratie. L'Internet n'a pas encore été utilisé pour transcender les médias officiels et desservir toutes les classes sociales". Rapport PNUD, page 87.
- (4) Le site référence www.journaldunet.fr propose cette définition du weblog "Site personnel fournissant sur de simples pages des liens que l'auteur trouve intéressants en les accompagnant de commentaires ou de réflexions".
- (5) Peter Dahlgren distingue à l'intérieur du modèle de la communication électronique plusieurs modes de communication, en fonction de cette relation émettrice réceptrice : Le mode one-to-many : caractérise la communication de type "publicitaire" des administrations, gouvernements, partis politiques et activistes...
Le mode many-to-many : une pluralité d'utilisateurs s'adresse à une pluralité d'utilisateurs. On retrouve ce mode de communication dans les formes d'échanges collectifs : forums de discussion, chat...
Peter Dahlgren : "l'espace public à l'heure d'Internet", in revue "Sciences humaines" "la société du savoir", n°32, Mars-Avril-Mai, 2001. Page 70.
- (6) Daniel Bell, "le savoir théorique conduit le changement", in revue "Sciences humaines" "la société du savoir", n°32, Mars-Avril-Mai, 2001. Page 66.

Bibliographie

- * *Rapport arabe sur le développement humain 2002*, publié sous l'égide du Bureau régional pour les Etats arabes/PNUD et du Fonds arabe de développement économique et social. New York, USA 2002.
- * Pierre Lévy : "*l'hypercène. De la communication spectaculaire à la communication tous-tous*". les cahiers de médiologie N°1 : "La querelle du spectacle", premier semestre, paris, Gallimard, 1996.
- * André Akoun : "*De la communication*", Revue Naqd : "Médias, Communication et société", Alger, N° 8/9.